



56782

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.14/RES/254 (XII)
27 mars 1975

FRANÇAIS
Original : FRANÇAIS/
ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Douzième session

Troisième réunion de la Conférence des ministres

Nairobi, 24-28 février 1975

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES MINISTRES

254 (XII). Amendement au règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique^{1/}

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 12 octobre 1970 relative au Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et la résolution 1892 (LVII) du Conseil économique et social en date du 1er août 1974 concernant l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Souhaitant qu'aucune interprétation restrictive ne soit donnée à la résolution 1892 (LVII) du Conseil économique et social susmentionnée,

1. Décide de modifier le règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique en insérant, entre les chapitres XIV et XV existants, les deux articles ci-après formant un nouveau chapitre intitulé "Participation des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine" :

"La Commission invite tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre associé de la Commission, à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

Un comité est habilité à inviter tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre associé de la Commission, à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité".

2. Décide que les frais de voyage et autres frais connexes encourus par les représentants des mouvements de libération nationale, invités à assister à ces délibérations, sont à la charge de la Commission économique pour l'Afrique.

183^e séance,
28 février 1975.